



Parti socialiste
jurassien

PARLEMENT JURASSIEN

Question écrite n° 3208

Espionnage : le Jura est-il concerné par les pratiques des services espagnols ?

La presse dominicale (« Sonntagsblick ») révèle que l'Ambassade d'Espagne à Berne collecte des renseignements sur des séparatistes catalans et des politiciens suisses, dont le Conseiller national valaisan Mathias Reynard, président du groupe d'amitié parlementaire helvético-catalan. Ce groupe a fait l'objet de la surveillance des renseignements espagnols, lesquels considèrent que «sa création a été l'une des actions les plus marquantes pour promouvoir l'agenda séparatiste en Suisse ». Par la même information, on apprend que la diplomatie espagnole souhaite obtenir du renfort des services de renseignements à Madrid.

Les réactions à ces révélations sont instructives. L'Ambassade se défend et affirme qu'elle « travaille constamment dans le respect de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ». Ce qui reste à prouver. Quant au Ministère espagnol des affaires étrangères, il déclare sans gêne que « cela fait partie de [ses] tâches de surveiller étroitement les activités qui sapent (sic !) la réputation de l'Espagne ». A ces protestations officielles répond un conseiller catalan aux Affaires extérieures : « Nous avons à faire à un cas d'espionnage. C'est un scandale démocratique ».

Interrogé, le Département fédéral des affaires étrangères indique qu'« il est trop tôt pour annoncer une réaction concrète ».


Quoi qu'il en soit, cette pratique peu diplomatique laisse pantois. Les activités d'espionnage qu'elle entretient à l'égard de politiciens catalans et suisses sur le territoire helvétique relèvent du scandale politique et, selon certains observateurs, doit être dénoncé ainsi.

Le 9 septembre 2018, M. Carles Puigdemont, Président légitime de la Généralité de Catalogne, a été accueilli triomphalement à Delémont à l'occasion de la 71^e Fête du peuple jurassien. Sa venue a été précédée par des contacts privés, dans le Jura et en Suisse, pris notamment par un ancien ministre jurassien. Le 2 février 2019, M. Puigdemont a reçu le soussigné pour un entretien personnel dans sa résidence provisoire de Waterloo. Des relations entre responsables politiques jurassiens et catalans se poursuivent aujourd'hui.

Ce rappel des faits liés à l'amitié entre Jurassiens et Catalans laisse supposer que ces personnes font l'objet de surveillances ciblées des services espagnols. D'où les questions suivantes au Gouvernement :

- 1. Le Gouvernement est-il en mesure de certifier que les pratiques d'espionnage auxquelles recourt l'Etat espagnol en Suisse ne concernent pas des politiciens ou élus du Jura ?**
- 2. Dans la négative, le Gouvernement entend-il s'informer auprès du Département fédéral des Affaires étrangères et, le cas échéant, exiger la remise de la liste des personnes concernés par une collecte de renseignements sur leurs activités politiques ?**

Delémont, le 12 août 2019

Pierre-André Comte

Groupe socialiste.